



Avril 1998

Chers amis,

Les participants du Forum national sur les relations internationales du Canada se sont rencontrés à Victoria, Waterloo, Halifax et Québec entre les mois d'avril et octobre 1997. Parmi le groupe, on comptait notamment des ONG, des représentants des milieux universitaires, des affaires et syndicaux, des Canadiens d'origine asiatiques, des représentants des peuples autochtones et des officiels du gouvernement. Ensemble, ils se sont attardés à trois questions précises tirées du document préparatoire au Forum national :

Comment et jusqu'à quel point les Canadiens peuvent-ils contribuer à promouvoir et protéger les droits de la personne dans la région de l'Asie-Pacifique ?

Comment les Canadiens peuvent-ils aider les peuples autochtones de l'Asie-Pacifique à se faire entendre et prendre la place qui leur revient ?

Comment les Canadiens peuvent-ils aider les sociétés de l'Asie-Pacifique à passer d'une croissance désastreuse sur le plan écologique à une croissance axée sur le développement durable ?

Il existe partout au pays une puissante vision qui croit que le Canada et les Canadiens peuvent jouer un rôle clé en Asie en matière de questions environnementales, droits de la personne et coopération régionale – même si les occasions de le faire sont parfois limitées par les circonstances asiatiques et les ressources canadiennes. «L'Asie-Pacifique exige de nouveaux efforts de compréhension de la part des Canadiens et de notre gouvernement. Dans les années à venir, les événements de l'Asie-Pacifique détermineront considérablement notre prospérité en tant que pays, notre sécurité dans le monde et la perspective de partager des valeurs démocratiques dans une collectivité du Pacifique émergente».

Chacune des réunions du Forum national a généré des recommandations spécifiques. Lors de la rencontre à Victoria, les participants ont recommandé que le Canada fasse plus d'efforts pour promouvoir la liberté d'expression des journalistes, éditeurs et autres proches de la presse en Asie. Ils ont aussi recommandé de stimuler les entreprises qui encouragent des rapports annuels sur «les pratiques commerciales et environnementales» en Asie. Parmi les participants du Forum de Victoria, on comptait Jim Cooney de Placer Dome, Yuen Pau Woo de la Fondation Asie-Pacifique, Phil Fontaine, actuellement le Grand chef de l'Assemblée des Premières Nations, et Sandra Schatzky du Centre Asie-Pacifique de l'Université de Victoria.

Le Forum de Waterloo a suggéré la tenue d'une session parlementaire régionale en 1998 comme suivi du sommet de l'APEC, afin de discuter de développement durable et de droits de la personne. Le Forum d'Halifax, quant à lui a noté le rôle des océans dans les relations entre le Canada et l'Asie-Pacifique ainsi que «le lien naturel entre les peuples des communautés côtières au Canada et en Asie du sud-est, y compris les peuples autochtones». Finalement, le Forum de Québec a recommandé notamment que les compagnies canadiennes obtiennent la certification ISO 14000 afin de favoriser le développement durable des sociétés asiatiques.

Les résultats du Forum national ont raison de capter notre attention pour plusieurs raisons: le rapport propose des options politiques spécifiques qui peuvent s'appliquer aux membres du gouvernement, personnes d'affaires, ONG, universitaires et autres personnes ou organismes engagés dans les relations du Canada avec les sociétés de l'Asie-Pacifique.

De plus, le rapport presse le gouvernement d'ouvrir l'accès des réunions de l'APEC aux médias, d'obliger les entreprises qui participent aux voyages d'Équipe-Canada en Asie de suivre les codes de conduite de façon volontaire et enfin, de promouvoir les droits de la personne en Asie à l'aide d'une stratégie créative et flexible. Le rapport